

ministériels n'y croient pas vraiment. Ils ont créé ces sociétés à l'origine pour dépanner leurs amis du secteur privé au bord de la faillite, et ils sont prêts à acquitter 1 ou 3 milliards de dollars de dettes pour pouvoir les remettre de nouveau entre les mains de leurs amis du secteur privé. N'importe quel abruti peut se lancer à son compte et réussir dans le secteur privé avec une bonne affaire comme celle-là.

Maintenant que nous avons payé les dettes, que nos investissements nous rapportent, que nous réalisons un certain profit et que nous desservons la population, j'inclinerais à penser que nous devrions chercher à conserver ces sociétés dans le domaine public. Quand il n'y a plus de risques, au contraire, le gouvernement remet les entreprises entre les mains du secteur privé qui est on ne peut plus heureux de s'enrichir.

Ce que les conservateurs n'arrivent pas à comprendre, c'est que dans 50 ou 100 ans, les réserves de pétrole seront épuisées. Il est impensable d'abandonner le contrôle de ces précieuses ressources à des sociétés étrangères dont l'unique souci est de s'enrichir le plus possible dans les plus brefs délais.

Peut-être que la prise d'étranglement que la société Imperial Oil nous a appliquée sur les instructions de la société Exxon en détournant une partie du pétrole qui nous était destinée est-elle un bienfait caché. Elle nous a forcés à nous rendre compte des risques inhérents à la mainmise et à la prise de contrôle étrangères. C'est un bienfait caché, ne serait-ce que parce qu'il a obligé ce gouvernement qui favorise l'entreprise privée et qui applique des mesures conservatrices à remettre en vigueur, en adoptant ce bill, des mesures que nous lui avons imposées en 1973 et en 1974.

Si nous savons interpréter correctement les signaux qui nous ont été adressés pour la deuxième fois, nous reprendrons nos ressources en main. Je doute que le gouvernement actuel—ou, Dieu nous en garde, un gouvernement conservateur—sache tirer de ces avertissements la leçon qui convient. Mais s'il en était capable après toutes ces tristes expériences, il reprendrait le contrôle de nos ressources.

Nous continuons à laisser les multinationales nous presser comme des citrons dans bien d'autres secteurs de l'économie, et non pas seulement en matière d'énergie. La mainmise étrangère sur l'industrie canadienne s'accroît. C'est une nouvelle trahison de notre pays. Notre parti s'est engagé à mettre en œuvre une stratégie industrielle fondée sur le principe que les Canadiens, que ce soit du secteur public ou privé, exploiteront et posséderont eux-mêmes leurs abondantes ressources. Non seulement notre amour-propre en serait flatté, mais notre nation et l'unité nationale s'en trouveraient renforcées et je suis convaincu que cela nous gagnerait également le respect des autres nations.

Les Canadiens sentent gronder en eux la colère lorsqu'ils se voient abattre du bois et tirer de l'eau pour le compte des entreprises étrangères, tout en sachant qu'ils ont l'intelligence, les ressources, la capacité, l'aptitude et l'argent nécessaires pour mettre sur pied une économie appartenant aux Canadiens et répondant aux besoins des Canadiens et à ceux de toute l'humanité.

Quel avantage y aurait-il à gérer nos propres ressources? Au lieu d'exporter des matières brutes et les emplois dans le secteur de la transformation qui les accompagne, nous

### *Les approvisionnements d'énergie*

exporterions plus de produits finis. Cela non seulement créerait des emplois au Canada pour les Canadiens, mais réduirait aussi le besoin d'importer des produits finis, besoin qui a contribué au gâchis économique dans lequel nous nous trouvons.

Nous continuons d'exporter aux États-Unis des centaines et des milliers de barils de pétrole. Je sais que nous avons réduit considérablement nos exportations depuis quelques années, mais il nous faut dire à nos amis américains que nous les aiderons dans la mesure de nos moyens, mais que d'abord et avant tout, nous veillerons à assurer les besoins des Canadiens vivant de l'Atlantique au Pacifique et du 49<sup>e</sup> parallèle aux îles de l'Arctique. S'il nous reste un surplus et si nous avons assuré nos réserves pour des décennies, nous les aiderons, mais pas avant.

Je trouve gênant, en tant que Canadien, de voir nos ressources pétrolières et gazières par ailleurs limitées franchir la frontière, quitter le pays aux mains des sociétés multinationales qui se remplissent facilement les poches pendant que les habitants de cinq autres provinces paient la rançon de leurs besoins en énergie aux sociétés pétrolières d'autres pays. C'est vraiment humiliant. Nous aurions dû et pu construire un pipe-line pour acheminer du brut et du gaz naturel à Halifax et à l'Île du Cap-Breton voire jusqu'à Terre-Neuve. Pourquoi les habitants de ces régions devraient-ils sentir qu'ils appartiennent à la Confédération quand ils sont victimes de discrimination? Il n'est pas étonnant que tant de Canadiens et pas seulement des Québécois soient tellement désenchantés.

Un pays qui a la prétention d'être une nation s'arrange pour détenir et maintenir les rênes de son économie dans ses propres mains. Il ne les abandonne pas aux sociétés étrangères ni à d'autres pays.

Nous aurions aimé que le bill du gouvernement soit allé encore plus loin; nous aurions aimé qu'il ait fait de Petro-Canada une société nationale des pétroles œuvrant pour les intérêts de son pays et de ses citoyens; nous aurions souhaité qu'il ait donné la haute main à Petro-Canada tant pour la redistribution du raffinage du pétrole au secteur privé que pour son acheminement par pipe-line. Nous ne voulons pas empêcher les sociétés de faire des bénéfices raisonnables pourvu que nous détenions le contrôle. Nous pourrions ainsi garantir notre approvisionnement énergétique jusqu'à ce que nous ayons la volonté politique—les autres éléments étant là—de servir le Canada en premier et de satisfaire les besoins des provinces de l'Atlantique et de l'Est du Québec tant pour le gaz que le pétrole ou même les autres produits raffinés. Comment les représentants élus des Canadiens pourraient-ils ne pas reconnaître que c'est ce que nous devons faire? Nous ne pouvons pas espérer que des sociétés comme Imperial Oil, Shell ou Texaco le feront pour nous et encore moins le leur demander. Ce n'est pas pour cela qu'elles existent, monsieur l'Orateur. Ce n'est pas pour cela qu'elles se sont établies au Canada et elles le reconnaissent volontiers. Elles ne s'en cachent pas. Elles se sont établies au Canada pour exploiter certaines de nos richesses naturelles et réaliser le plus de bénéfices possible. C'est uniquement pour cela qu'elles sont venues au Canada. Elles n'ont jamais prétendu qu'elles aideraient les Canadiens, de Saint-Jean, Terre-Neuve, à Victoria, à établir des réserves sûres de pétrole. Ce n'est pas pour cela qu'elles sont venues au Canada.